

Renflouer Télé-Québec : un choix de société

Claude Gauvreau

«<<Télé-Québec n'est pas une entreprise mais une institution de service public national que l'on est en train de démanteler pièce par pièce. Quelle sera la prochaine étape une fois qu'elle aura cessé toute production à l'interne? La privatisation complète du diffuseur?», lance Jean-Guy Lacroix, professeur au Département de sociologie.

Selon lui, en proposant dans son rapport que Télé-Québec confie l'ensemble de sa production au secteur privé, le Groupe de travail sur l'avenir de Télé-Québec recommande ni plus ni moins que l'on «continue de déshabiller le service public en passant à une vitesse supérieure.»

Rappelons que le Groupe de travail, dont le rapport a été rendu public dernièrement, demande également au gouvernement d'assurer Télé-Québec d'un financement stable sur une période de trois ans – Québec verse annuellement autour de 60 M \$ – mais sans proposer de rehausser son budget. On suggère de revoir tout le fonctionnement administratif de Télé-Québec et une augmentation de ses revenus autonomes en demandant l'autorisation au CRTC de passer de huit à douze minutes de publicité à l'heure. Enfin, la chaîne publique devrait faire une croix sur l'achat de séries étrangères et cesser de diffuser des dramatiques trop lourdes et coûteuses, peut-on lire dans le rapport.

La ministre de la Culture et des Communications, Mme Line Beauchamp, a accueilli favorablement les recommandations du Groupe de travail et souhaite leur application rapide. Selon la ministre, si la chaîne publique abandonne la production maison et choisit plutôt d'être un programmateur, cela permettrait de mettre plus d'argent à l'écran dans les productions québécoises.

«Une privatisation déguisée»

Le milieu de la production audiovisuelle indépendante s'est réjoui du



Photo : Télé-Québec

Anne-Marie Dussault anime *Points chauds*, une émission de qualité produite par Télé-Québec.

rapport, tandis que l'Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec, l'Association des réalisateurs et réalisatrices de Télé-Québec et le Conseil québécois de la Guilde des réalisateurs l'ont conquis. Ces organismes se sont élevés contre ce qu'ils ont appelé la «privatisation déguisée» de la chaîne publique et insisté sur l'importance de préserver un secteur fort de production à l'interne, seul garant à leurs yeux de l'indépendance des émissions d'information et d'affaires publiques.

Pour sa part, Jean-Guy Lacroix, qui est également codirecteur du Groupe de recherche interdisciplinaire sur la communication, l'information et la société (GRICIS,) soutient que les producteurs indépendants ne

peuvent traiter l'information de la même manière que la télévision publique, tant sur le plan du contenu que du format. «Pensons à Radio-Canada où la course aux cotes d'écoute a eu des incidences néfastes sur les émissions d'information comme *Zone Libre*», précise-t-il

Depuis quelques années, Télé-Québec a fait des progrès substantiels en matière de programmation avec des émissions comme *Chasseurs d'idées*, *Points chauds* et des téléseries de qualité qui, dans un contexte de forte concurrence, permettaient d'attirer des auditoires plus larges, ajoute le chercheur. «Et surtout, Télé-Québec se situe à un pôle où l'on conçoit la télévision à partir de valeurs et d'idéaux de service public et

pas uniquement à partir de considérations commerciales.»

En d'autres termes, poursuit M. Lacroix, la population a droit à une télévision publique généraliste qui offre une programmation accessible et de qualité où l'on retrouve les meilleures productions d'ici et de l'étranger, tant au chapitre de l'information qu'à celui du divertissement.

«Si la ministre Beauchamp souhaite que les recommandations du Groupe de travail soient appliquées rapidement, c'est dans le but de mettre la population devant le fait accompli et d'empêcher qu'un mouvement d'opposition s'organise», observe M. Lacroix.

Cultiver l'intelligence

L'automne dernier, dans le cadre des audiences publiques tenues par le Groupe de travail, l'UQAM, par la voix du recteur Roch Denis, présentait un mémoire qui donnait un solide message d'appui à Télé-Québec. «Nous avons besoin d'une télévision qui cultive l'intelligence, qui allie les émissions d'affaires publiques et de débats de société, les documentaires d'histoire et d'actualité, la diffusion des connaissances ainsi que le rayonnement des arts et des sciences. Une télévision qui reflète aussi la vie et les apports des communautés culturelles», déclarait le recteur.

À cette occasion, le recteur réaffirmait également la nécessité d'une télévision éducative et culturelle qui soutienne et complète la mission de l'université, et insistait sur l'importance d'élaborer et d'expérimenter de nouveaux modes de production et d'exploitation des médias dans un contexte d'éducation. Dans cet esprit, il proposait une alliance entre les universités québécoises, Télé-Québec et le Canal Savoir (réseau de télévision spécialisé axé sur l'éducation formelle).

«Il s'agit de faire ou de refaire à propos de Télé-Québec un choix de société. C'est une question d'affirmation identitaire à l'heure de la mondialisation uniformisante et marchande», concluait le recteur ●